

Autour des fondamentaux théoriques sur le concept de « nation »

Paul LEES

Université de Nantes

CRINI, EA 1162

paul.lees@univ-nantes.fr

Résumé

Cet article s'inspire d'une conférence donnée le 20 février 2014 à l'Université de Nantes dont le but était de rappeler les aspects majeurs de la « question nationale » qui semblait tellement désuète il y a trente ans, mais qui aujourd'hui intéresse quasiment tout le monde. Les citoyens s'interrogent de plus en plus sur leur propre identité, sur leur histoire et sur leurs rapports avec l'Autre, à l'intérieur et à l'extérieur de leur pays de résidence. Le sujet est à la fois complexe et controversé ; ainsi, l'auteur propose de faire la synthèse de l'état actuel de la réflexion sur les concepts de « nation » et de « nationalisme », en soulignant les différents chemins pris par la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni vers la mise en place de trois États indépendants, ainsi que les grandes théories (le « primordialisme », le « pérennialisme » et le « modernisme ») qui animent ce grand débat. Se pose enfin la question d'une éventuelle synthèse des différentes théories proposées : l'approche proposée par Anthony D. Smith, peu connue en France, semble digne de notre intérêt.

Abstract

This paper follows on from a lecture given on February 20, 2014, at the University of Nantes, the object of which was to return to the main points concerning the « national question » which seemed so outdated thirty years ago and yet which today is of interest to almost everyone. Citizens are asking more and more questions about their own identity, their history and their relations with the Other, both inside and outside their country of residence. The subject is both complex and controversial. The author will therefore attempt to summarise the current state of thinking on the concepts of « nation » and « nationalism » by insisting on the different paths to independent statehood taken by France, Germany and the United Kingdom, as well as on the important theories (« primordialism », « perennialism » and « modernism ») which feed this great debate. Finally the question is raised of a possible synthesis of these different theories. Anthony D. Smith's approach, relatively unknown in France, seems worthy of our interest.

Mots-clés : Nation, nationalisme, État, ethnie, primordialisme, pérennialisme, modernisme, identité, ethno-symbolisme

Keywords : Nation, nationalism, state, ethnic group, primordialism, perennialism, modernism, identity, ethno-symbolism

Plan

Introduction

1. Trois chemins vers la construction de la nation
 - 1.1. La France
 - 1.2. L'Allemagne
 - 1.2.1. La vision romantique de la nation allemande
 - 1.2.2. Le chemin vers la création de l'Empire allemand
 - 1.2.3. Le cas de l'annexion de l'Alsace et la divergence entre visions allemande et française de la nation
 - 1.3. Le Royaume-Uni
 - 1.3.1. L'origine des États des Îles britanniques
 - 1.3.2. La lente éclosion des nations britanniques
 2. Trois grandes théories de la nation
 - 2.1. Le Primordialisme
 - 2.1.1. Les primordialistes sociobiologistes
 - 2.1.2. Les primordialistes qui prônent l'importance de la dimension culturelle
 - 2.2. Le Pérennialisme
 - 2.2.1. Ethno-pérennialistes ou ethno-nationalistes ?
 - 2.3. Le Modernisme
 - 2.3.1. Marxisme et Modernisme
 - 2.3.2. Freud, Weber, Durkheim et le Modernisme
 - 2.3.3. Gellner et Hobsbawm
 - 2.3.4. Une communauté politique imaginaire et imaginée
 3. Vers une synthèse ?
 - 3.1. Le nationalisme
 - 3.2. Qu'est-ce que la nation ?
 - 3.3. Nation ou Ethnie ?
- Conclusion

Introduction

Le Tournoi européen de rugby a beau s'appeler « Tournoi des Six Nations », il n'engage que quatre pays : pourquoi ? L'Organisation des Nations Unies comporte bien 193 États membres mais des centaines de nations n'y appartiennent pas en tant qu'entités indépendantes : comment expliquer ce phénomène ? « Nationalisme », « nation », « ethnie », « État », « État nation » – autant de termes que nous utilisons tous de façon quotidienne, mais dont le vrai sens s'avère protéiforme dès qu'on cherche à les définir, car il va de soi que tous les pays ne se ressemblent pas. Il suffit de regarder la liste des États membres de l'ONU et des nations qui aspirent à en faire partie : grands pays ou petits pays, monarchies ou républiques, démocraties ou dictatures, îles ou continents, avec des frontières naturelles ou artificielles, États unilingues ou multilingues, anciennes colonies devenues indépendantes ou terres d'immigration jadis peu peuplées, nations reconnues ou en quête de reconnaissance. Comment élaborer une seule théorie sur le concept de « nation » applicable à tous les pays ?

La « question nationale » et le nationalisme semblaient tellement désuets il y a trente ans, vestiges d'un autre âge belliqueux révolu, surtout dans les démocraties occidentales, qui

prônaient un mélange parfois contradictoire de social-démocratie et de néo-libéralisme dans un monde où les échanges et les transferts internationaux se développaient année après année. Certains Européens disaient même que le mouvement vers une union d'États en Europe sans cesse plus étroite allait constituer un processus inévitable vers la création d'un super-État, avec son identité propre, sous une autorité commune, rendant le rôle de l'État membre de plus en plus accessoire. Toutefois, depuis la chute de l'Empire soviétique et l'envolée de la mondialisation, avec l'arrivée de nouveaux acteurs économiques aux premiers rôles, la « question nationale » redevient pertinente, pour spécialistes et simples citoyens, non seulement sur le plan politico-juridique, mais aussi dans les domaines commercial, technologique, culturel, linguistique, et sportif.

Pour mieux comprendre ces notions complexes et parfois contradictoires nous allons donc essayer d'analyser les différents chemins pris par trois grands pays européens – la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni – pour créer trois États nations dont les origines sont bien différentes. Ensuite il sera question des grandes théories sur la question, défendues en Europe et ailleurs ; enfin, une synthèse possible sera proposée, ainsi que quelques pistes complémentaires à explorer.

Il s'agit non pas de proposer de nouvelles théories sur la question nationale mais tout simplement de faire la synthèse des fondements théoriques sur une question importante et actuelle, qui est au cœur des thématiques de recherche de notre laboratoire depuis plus de vingt ans et qui va certainement être débattue, analysée et développée par d'autres chercheurs dans les décennies à venir.

1. Trois chemins vers la construction de la nation

La réflexion sur la construction de la nation ne devrait pas se limiter aux seuls États nations européens, car la question nationale concerne bien sûr tous les pays. Pourtant c'est en Europe que nous observons trois chemins différents majeurs qui ont conduit à la mise en place d'États forts et puissants, source d'empires et de richesses, et où le sentiment nationaliste s'est beaucoup développé depuis deux siècles au moins, parfois au détriment de la paix internationale. C'est pour cette raison que cette courte étude va donc se limiter à examiner brièvement ces trois types importants de construction nationale sans pour autant oublier l'importance d'autres itinéraires sur d'autres continents.

1.1. La France

La fin de la guerre de Cent Ans est un moment crucial dans l'établissement de l'unité étatique française, d'un territoire souverain délimité par ses frontières¹. La domination des Bourguignons par les Valois conduit lentement et non sans difficulté à la paix durable avec l'Angleterre, suite à la signature du traité de Picquigny (1475). Cette victoire conforte le pouvoir des monarques successifs et renforce peu à peu leur légitimité, même si le chemin est semé d'embûches bourguignonnes (Charles le Téméraire), sans oublier la rivalité de la Maison d'Armagnac. En outre, la domination progressive des Valois sur la Bretagne, suite au

¹ A. RIGAUDIÈRE, *Penser et construire l'état dans la France du Moyen Âge (XIII^e - XV^e siècle)*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2003.

mariage du roi Charles VIII avec Anne de Bretagne (1491), donne au territoire sous le contrôle réel du roi de France des contours qui sont assez reconnaissables aujourd'hui.

C'est sous le règne de François I^{er} que la langue française devient la langue officielle du droit et de l'administration de la France, à la place du latin, avec la signature de l'ordonnance de Villers-Cotterêts (1539).

L'unité monarchique est pourtant en pleine décomposition sous le règne d'Henri III (1575-1589), ceci en partie du fait de la crise financière, exacerbée par le coût des guerres de religion et confrontée à la montée de la Ligue, qui n'est pas seulement un mouvement catholique, mais qui a également un programme politique, en vue de limiter le pouvoir du roi.

Avec l'avènement de la maison de Bourbon, et ensuite, grâce aux efforts de Richelieu pour imposer la centralisation administrative et l'absolutisme royal, la monarchie française s'impose de plus en plus sur le territoire et à l'étranger. La seule grande période d'affaiblissement de l'autorité monarchique se situe lors de la minorité de Louis XIV, au moment de l'insatisfaction générale contre la pression fiscale, et de la menace particulière brandie par des parlementaires et des princes, dont certains formaient la Fronde : cette instabilité a failli dégénérer en guerre civile, mais le désordre qui s'en est suivi a contribué à donner au jeune roi un capital de confiance de la part du grand public, las du désordre égoïste anarchique créé par les nantis qui ne souhaitent pas payer d'impôts et qui voulaient garder leurs privilèges historiques.

Si un tel face-à-face en Angleterre a mené à la guerre civile à la même période, avec la victoire des parlementaires, la lutte politique en France entre pouvoir royal et pouvoir parlementaire a tourné à l'avantage de la monarchie, la rendant encore plus puissante sur tout le territoire national. Ainsi est né en France un État monarchique catholique, fort et autoritaire, avec une langue officielle, une économie en plein développement (création des manufactures d'État ou privées) et une administration centralisée puissante, sur un territoire délimité, qui va dominer l'Europe pendant presque cent cinquante ans.

Toutefois, même si l'État français existait bien avant la Révolution de 1789, le sentiment d'appartenance à une nation est difficilement perceptible avant cette date, surtout pour les habitants des provinces loin de Paris. Entre le XV^e et le XVIII^e siècles, les frontières de la France sont loin d'être naturelles et affectives : elles sont politiques, fiscales et militaires².

Toute réflexion sur la genèse de la nation fait référence à l'impact du siècle des Lumières sur les esprits et sur la philosophie politique. Néanmoins, il serait faux de croire que cet impact soit identique partout en Europe.

Nous savons bien que les Lumières françaises atteignent leur apothéose au moment de la Révolution, qui, en principe, enlève la souveraineté de l'État au roi et à l'aristocratie au bénéfice du citoyen, guidé dans un premier temps du moins par les intellectuels éclairés et par les valeurs cosmopolites voire universelles qu'ils prônent :

En France, ce sont les nécessités de la lutte contre la monarchie et l'aristocratie qui sont à l'origine de la conception républicaine de la nation, développée par la philosophie des Lumières (Rousseau) puis par les militants révolutionnaires. Dans cette perspective, c'est le « peuple souverain », et non le roi, qui incarne la nation³.

² F. CADIOU *et al.*, *Comment se fait l'histoire : pratiques et enjeux*, Paris, La Découverte, 2005, p. 291.

³ G. NOIRIEL, *État, nation et immigration*, Paris, Folio Histoire, 2001, p. 133.

Noiriel nous rappelle que l'abbé Sieyès⁴ pense que la nation n'est autre que le « Tiers État » qui forme une « communauté d'égaux⁵ » ; la nation est « la volonté collective d'exister comme peuple souverain⁶ ».

Ensuite, Noiriel avance l'argument selon lequel le mot « nation » s'est imposé comme « l'un des concepts essentiels du discours politique révolutionnaire⁷ ». Ce point de vue insiste sur la dimension « politique » de la conception républicaine de la nation, comme si son éclosion, suite à la Révolution française, ne faisait que remplacer un État monarchique autoritaire par un État nation républicain, composé en principe de citoyens égaux.

1.2. L'Allemagne

1.2.1. La vision romantique de la nation allemande

À la fin du XVIII^e siècle, l'Allemagne n'est pas encore un État mais, aux yeux de nombreux écrivains et philosophes germanophones, elle est bel et bien une nation.

L'idéalisme allemand, inspiré en partie par Kant⁸ et sa *Critique de la raison pure* (1781), constitue un élément significatif dans la genèse du mouvement nationaliste allemand. Pour Kant, le principe d'autonomie est à la base des devoirs éthiques et sociaux, ce qui présuppose que l'homme puisse vivre selon ses choix, libre de forces coercitives. L'individu est une fin en soi et il a le droit de déterminer lui-même sa propre conduite. Ainsi, il n'est pas difficile d'étendre ce principe d'autodétermination au groupe, voire à la nation.

La liste des hommes de lettres et philosophes partisans du nationalisme romantique allemand est longue : citons d'abord la contribution de l'écrivain Hölderlin qui d'une part, plaide, dans ses poèmes et ses hymnes, pour l'émergence de héros nationaux, capables de faire l'ultime sacrifice pour le réveil patriotique, et d'autre part, prône une vision romantique de la *Heimat* et, plus largement, de la patrie⁹.

De plus, le philosophe Hegel intègre à la réflexion sur la volonté de forger une nation allemande le fait révolutionnaire de 1789 et l'égalité des citoyens. N'oublions pas également que Hegel, dans les *Principes de la philosophie du droit* (1820), un peu à la manière de Hobbes, prône un État organique et fort, arbitre rationnel qui doit régler les conflits entre individus irrationnels.

Il convient aussi de mentionner le mentor du jeune Goethe, Johann Gottfried Herder. Selon lui, la nation n'est pas une idée abstraite : elle est avant tout une communauté d'hommes (*Volk*), faite de sang, partageant une même histoire et une même culture dont les éléments constitutifs les plus importants sont la religion, la race et surtout la langue des pères. Herder

⁴ E. SIEYÈS, *Qu'est-ce que le Tiers État ?* [1789], Paris, PUF, 1989.

⁵ *Ibid.*

⁶ *Ibid.*, p. 134.

⁷ *Ibid.*, p. 135.

⁸ Hölderlin appelait Kant « le Moïse de la nation allemande » dans une lettre du 1^{er} janvier 1799 à son frère. Cf. G. LEVENBERGER, « Sobriété, respect et pudeur », *Le Portique*, 2003. Disponible sur <<http://leportique.revues.org/index557.html>> (Consulté le 30 août 2014).

⁹ Même si son œuvre poétique a été largement ignorée de son vivant avant d'être « redécouverte » par Nietzsche puis par Norbert von Hellingrath, et ensuite, travestie et manipulée par les Nazis.

était convaincu que les Allemands ne possédaient pas encore une littérature originale et authentique, affranchie du joug culturel français, parce qu'ils n'avaient pas pris conscience de leur propre originalité nationale. Herder poussait les écrivains allemands à écrire avec leur âme allemande, que certains appellent leur génie « national ». Dans une communauté, la langue est la manifestation naturelle et collective, la manifestation extérieure de l'âme, d'où l'importance des chants et de la poésie populaires, ainsi que de la tradition orale dans la vie et le développement de la nation. Herder détestait la littérature maniérée destinée aux seuls lecteurs cultivés et préférait de loin la force créatrice des contes populaires, comme les poèmes d'Ossian¹⁰ qui, selon Herder, représentaient l'âme nationale écossaise.

D'après Herder, la nation est organique, voire « naturelle ». Parfois, soit les habitants de la nation oublient qu'ils appartiennent à la nation, soit la nation sombre dans le sommeil, telle la Belle au Bois Dormant, en attendant d'être réveillée par les voix nationalistes.

Cette vision historiciste est partagée par le philosophe allemand Johann Fichte dans ses célèbres *Discours à la nation allemande* (1807-1808). Cette série de quatorze discours, prononcés lorsque Berlin était sous occupation française, est considérée comme un moment crucial dans la naissance du nationalisme allemand. Fichte estime que le rationalisme du siècle des Lumières ainsi que les idéaux de la Révolution française ont été trahis par les actions militaires et dominatrices françaises, menées par Napoléon. Fichte appelle donc à la régénération de l'Allemagne par la langue allemande, par un christianisme simple et par un programme éducatif guidé par l'étude de la philosophie.

Enfin, l'importance de la langue et de la tradition orale dans l'aspiration nationaliste est aussi mise en exergue au cours de la première moitié du XIX^e siècle dans les œuvres des frères Grimm, qu'elles soient axées sur les recueils de contes « authentiques » (qui émanent organiquement du peuple et non pas de l'élite intellectuelle) ou sur les fondements de la philologie allemande, référence de la langue historique qui contribue à unir différentes générations de la nation allemande.

1.2.2. Le chemin vers la création de l'Empire allemand

De 1815 à 1848 les idées défendues par Hegel, Herder et Fichte font leur chemin auprès de nombreux intellectuels, écrivains romantiques et libéraux allemands en quête de leur propre identité nationale. Mais souvent, la rhétorique employée en faveur de la cause nationaliste allemande est, en réalité, un alibi pour la promotion à plus grande échelle de l'intérêt particulier de la Prusse.

La mise en place en 1834 de l'union douanière allemande (*der Deutsche Zollverein*) de plusieurs États « allemands » et le développement d'un grand réseau ferroviaire de 1837 à 1860 reliant les nouvelles villes industrielles font ressortir clairement les avantages potentiels d'une collaboration à grande échelle entre États germaniques, et par conséquent montrent le chemin vers un nationalisme économique.

¹⁰ Barde écossais du III^e siècle supposé être l'auteur de plusieurs poèmes en gaélique traduits en anglais par James Macpherson et publiés entre 1761 (*Fingal*) et 1763 (*Temora*). Ces poèmes exercèrent une grande influence sur les milieux culturels en Europe et notamment sur les romantiques allemands. L'authenticité de ces poèmes prêta à controverse dès leur parution et aujourd'hui, de nombreux spécialistes considèrent que c'est Macpherson lui-même qui en est l'auteur.

Les révolutions de 1848 sont souvent citées comme exemples de montée nationaliste en Europe. En Allemagne, où la constitution d'une assemblée plus inclusive à Francfort ne fut certes qu'éphémère, les nationalistes et les libéraux réussissent tout de même à garder, par leur action et leur engagement, l'espoir de voir naître une unité nationale populaire.

En outre, Patrice Neau¹¹ nous rappelle que la politique en faveur de la « petite Allemagne » (*die kleindeutsche Lösung*) sans l'Autriche est un signe prémonitoire majeur de la lente glissade d'un nationalisme libéral idéaliste et pangermanique vers l'établissement d'un État/Empire allemand sous le contrôle autoritaire de Bismarck au nom de la Prusse. Cet Empire est proclamé à Versailles le 18 janvier 1871, Guillaume I^{er} en est son premier Empereur.

1.2.3. Le cas de l'annexion de l'Alsace et la divergence entre visions allemande et française de la nation

Si les romantiques, les philosophes et les politiques en Europe ont tous apporté leur contribution à la question nationale pendant le XIX^e siècle, il ne faut pas oublier le débat très animé entre historiens allemands et français au cours de la deuxième moitié du siècle. L'événement marquant pour ces deux nations est l'annexion de l'Alsace et d'une partie de la Lorraine en 1871 par la Prusse. Theodor Mommsen¹² estime cette annexion justifiée du fait que la population était de race germanique et parce qu'ils y parlaient l'allemand.

Fustel de Coulanges¹³, quant à lui, rétorque que la nationalité est formée non pas de race ou de langue mais de volontés, d'idées, d'intérêts et d'affections. En 1882, Ernest Renan, philologue et historien français, prononce une conférence en Sorbonne intitulée *Qu'est-ce qu'une nation ?*¹⁴ Pour Renan, la nation n'est fondée ni sur la notion de race, ni sur la langue, ni sur la religion. Elle naît d'un rassemblement volontaire, « un plébiscite de tous les jours ». Le fondement de ce plébiscite est moins d'ordre rationnel qu'affectif : une nation est « une âme, un principe spirituel ». Une nation est « une grande solidarité, constituée par le sentiment des sacrifices qu'on a faits et de ceux qu'on est disposé à faire encore ». En gros, c'est un « vouloir-vivre ensemble ». C'est la notion de contractualisation de l'identité nationale – l'homme est libre d'appartenir à la communauté nationale ou non. S'il accepte d'y appartenir, il participe aux moments forts du collectif ainsi qu'aux moments difficiles. L'appartenance à la nation est toujours, pour Renan, une volonté collective.

La théorie défendue par Fustel de Coulanges et par Renan semble préfigurer en quelque sorte le droit des peuples à l'auto-détermination, sentiment qui caractérise les quatorze points mis en avant par le Président Wilson en 1918, et qui donne le ton aux discussions lors du traité de Versailles et de la mise en place de la Société des Nations.

¹¹ P. NEAU, *L'Empire allemand*, Paris, PUF, 1997.

¹² Historien allemand (1817-1903).

¹³ Historien français (1830-1889).

¹⁴ E. RENAN, *Qu'est-ce qu'une nation ?* [1882], Paris, Presses Pocket, 1992.

1.3. Le Royaume-Uni

1.3.1. L'origine des États des Îles britanniques

L'État monarchique anglais existe depuis au moins le X^e siècle, d'abord sous l'autorité des rois du Wessex, puis se confirme à partir du XI^e siècle avec la domination des rois normands et Plantagenêt. Des événements tels que la Grande Charte (1215), la constitution du premier parlement par Simon de Montfort (1265) ainsi que du parlement modèle par le roi Edouard I^{er} (1295), et l'Acte de Suprématie (1534) du règne d'Henri VIII ne font que renforcer le pouvoir centralisateur du souverain et de son parlement.

De même, l'Écosse existe en tant que royaume indépendant depuis – la date diffère selon le point de vue – 843 (Kenneth MacAlpin, roi des Pictes), 889 (Donald II, roi d'Alba), 1034 (avec l'avènement du roi Duncan I^{er}), 1094 (Duncan II, roi des Écossais), 1124 (avec l'avènement du roi David I^{er}), 1295 (les Écossais refusent de soutenir le roi anglais Edouard I^{er} contre les Français), 1314 (victoire de Robert Bruce contre les Anglais à Bannockburn), 1320 (la déclaration d'Arbroath), ou encore 1328 (le traité d'Edimbourg-Northampton) !

En revanche, l'État gallois n'a jamais existé en tant que tel. Même si de temps à autre certains chefs régionaux ont réussi à réunir une partie du pays sous leur contrôle, dont Gruffydd ap Llywelyn, roi du Gwynedd et Powys, à la veille de l'invasion normande de 1066, le Pays de Galles n'a jamais formé un ensemble politique et administratif cohérent et indépendant avant son annexion par l'Angleterre.

L'État irlandais a en quelque sorte existé avant les invasions anglaises (Brian Boru devient roi d'Irlande en 1002 après avoir battu les Vikings) mais l'assise des rois irlandais successifs n'a jamais été solide et les défaites irlandaises aux mains des Anglo-normands dès 1169 marquent la fin d'une quelconque unité nationale indépendante.

La création de l'État du Royaume-Uni n'est pas la conséquence d'un document constitutionnel. Vernon Bogdanor¹⁵ nous rappelle que le pays s'est créé à partir d'une série de contingences historiques, dont la Grande Charte, l'Acte de Suprématie, la série de lois votées entre 1536 et 1543 concernant l'annexion du Pays de Galles par l'Angleterre, les Actes d'Union de 1707 créant ainsi la Grande-Bretagne, et l'Acte d'Union de 1800/1801 réunissant la Grande-Bretagne et l'Irlande dans un royaume uni.

1.3.2. La lente éclosion des nations britanniques

S'il est accepté que l'État anglais a ses origines avant la victoire de Guillaume le Conquérant, seuls quelques médiévistes¹⁶ prétendent que la *nation* anglaise embryonnaire existait avant 1066. Pour eux, les premières indications identitaires nationales anglo-britanniques commencent à émerger à l'époque de Bède le Vénérable ou bien de l'archevêque Wulfstan¹⁷.

¹⁵ V. BOGDANOR, *Devolution in the United Kingdom* [1999], Oxford, Oxford University Press, 2001, p. 4.

¹⁶ Cf. à titre d'exemple : A. HASTINGS, *The Construction of Nationhood*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999 ; S. REYNOLDS, *Kingdoms and Communities in Western Europe, 900-1300*, Oxford, Clarendon Press, 1984 ; M. WOOD, *In Search of England : Journeys into the English Past* [1999], London, Penguin, 2000.

¹⁷ Selon Hastings, Bède, dans son *Historia Ecclesiastica Gentis Anglorum* (731/732) évoque l'unité des Anglais. Dans un sermon prononcé en 1014, l'archevêque mentionne « ce peuple », « cette nation » et « des crimes commis contre le bien public ».

Néanmoins, l'immense majorité des historiens considèrent que le sentiment d'appartenance à une nation date d'une période postérieure à cette époque.

Dans toute réflexion sur ce sujet, il y a un réel danger de faire l'amalgame entre l'existence d'un État et le sentiment d'appartenance à une nation. Revenons au cas de l'Angleterre monarchique. Le premier problème concerne les origines régionales ou nationales des monarques (c'est-à-dire des chefs d'État) eux-mêmes – scandinaves, anglo-saxons, normands, angevins, gallois, écossais, néerlandais, allemands, les rois d'Angleterre ne sont pas tous clairement identifiés du point de vue ethnique au territoire anglais.

Un autre problème, plus fondamental, concerne l'absence totale, avant la période moderne, d'une démocratie populaire dans les pays concernés. Peut-on vraiment parler d'appartenance à la « nation » quand il s'agit d'un sentiment partagé au mieux par une infime minorité de la population ?

Pourtant, Liah Greenfeld¹⁸ suggère que la Réforme anglaise du XVI^e siècle signifie l'affirmation non seulement du pouvoir royal à travers le parlement de Westminster mais aussi de la nation. Greenfeld rappelle que si le terme « nation » se limitait auparavant à une élite politique et culturelle, à partir de 1534 le terme implique que toute personne était en principe membre de cette nation. Greenfeld appelle cette forme de proto-nationalisme « nationalisme individualiste et civique ». Il s'agissait d'un territoire délimité – l'Angleterre – dans lequel s'était constitué un État politique et administratif fort et omniprésent caractérisé par la suprématie du monarque, un parlement censé représenter le peuple et une religion anglicane commune et nationale, où la langue anglaise se substituait petit à petit au latin lors des rituels religieux hebdomadaires.

Mais force est de constater que cette identité ressemble fort, par ses attributs administratifs et juridiques, à celle d'un État plutôt qu'à celle d'une nation.

Pour Roger Scruton¹⁹, cette identité nationale anglaise embryonnaire est ancrée dans la notion de *home* : un lieu devient un *home* à travers le comportement de ceux qui y résident. Ces pratiques forment ce que l'on appelle la *common law* du pays et de ses habitants – ce sont les règles qui sont acceptées par tous dans un contrat social entre citoyens. Scruton pense que les nations sont utiles car elles permettent aux habitants de rationaliser leur sort commun et de se préparer à la compétition entre Nous et les Autres. Les critères d'appartenance à la nation peuvent varier d'un pays à l'autre, mais en Angleterre, la première considération a été la naissance sur le territoire délimité et la loyauté aux coutumes, habitudes et rites de ses habitants.

La thèse de Scruton est intéressante dans la mesure où elle intègre dans le débat identitaire d'une part, la volonté individuelle (on accepte ou non de participer au pacte national entre individus) dans l'établissement d'un contrat social, sous l'autorité de la monarchie et le parlement et d'autre part, la dimension affective et subjective dans la perception de cette identité. Enfin Scruton insiste sur la générosité historique des Anglais prêts à accueillir sur le territoire national des migrants qui cherchaient, eux aussi, à partager ce *home*.

¹⁸ L. GREENFELD, *Nationalism : Five Roads to Modernity*, Cambridge Mass., Harvard University Press, 1992.

¹⁹ R. SCRUTON, *England, an Elegy* [2000], London, Pimlico, 2001.

L'existence d'une identité écossaise spécifique est un fait reconnu à la fois par les nationalistes et par la plupart des unionistes. Or, l'histoire nous montre que la constitution d'un seul royaume unitaire ne correspond pas automatiquement à la création d'une identité nationale. Ce sont les exploits du héros national William Wallace, au début du XIV^e siècle, qui semblent avoir allumé la mèche d'une forme de proto-nationalisme populaire. Certes, une Écosse unifiée et indépendante a favorisé l'éclosion de spécificités administrative, juridique, religieuse et éducative, mais l'identité nationale, tout en absorbant ces particularités, se nourrit d'autres éléments, mythiques et symboliques.

Selon Tom Nairn²⁰, pour comprendre l'identité écossaise, il faut mettre l'accent non seulement sur les aspects positifs liés à une identité collective, tels « appartenance », « communauté », « racines », « un sens d'inclusivité patriotique », mais aussi sur les aspects négatifs, dont la « honte nationale », liée à la perte de l'indépendance et à la défaite de Culloden en 1746. Issue de la signature de l'Acte d'Union de 1707 et surtout de la défaite de la rébellion jacobite, la vision romantique des Highlands représente donc pour beaucoup l'image de l'identité nationale écossaise, comme nous l'indique Annie Thiec : « Les Highlands devinrent [...] source d'inspiration et modèle sociétal, et en vinrent à incarner l'identité culturelle de toute la nation écossaise²¹ ».

Pour les nationalistes écossais, la notion de nation britannique n'a jamais eu beaucoup de sens : pour eux, c'est surtout la nation anglaise sous une autre forme. Pour Nairn, à partir de 1707, la classe dirigeante écossaise travaillait volontairement dans l'intérêt de l'Empire anglais. En d'autres termes, l'Empire britannique n'était autre que l'Empire anglais, enrichi d'une participation écossaise somme toute très importante.

La question de l'identité nationale britannique a été souvent posée au XIX^e siècle dans le contexte de l'extension de l'Empire britannique. Michel Feith²² nous rappelle que c'est le déracinement et l'exil qui sont souvent aux origines du nationalisme. Ce sont des colonisateurs britanniques, issus de l'Angleterre, du Pays de Galles, de l'Écosse et de l'Irlande, qui quittent leur patrie pour vivre dans des terres lointaines nouvelles. Dès le début de la colonisation, ils s'inventent une identité dès l'expansion de l'Empire pour se conforter dans leur nouvelle vie.

Selon Simon Heffer²³ l'identité culturelle britannique est une invention victorienne. Il s'agit d'une construction, qui n'est pas enracinée dans une expérience collective, mais qui doit son existence à un dessein impérial et politique, lié plus à l'État qu'à la nation.

Cette idée d'une identité construite est aussi présente chez Linda Colley²⁴, qui considère que l'invention de l'identité nationale du Royaume-Uni rendait crédible l'union politique des quatre composantes britanniques, galvanisait le peuple entier et renforçait l'État protestant

²⁰ T. NAIRN, *After Britain* [2000], London, Granta, 2001, p. 103.

²¹ A. THIEC, « Nationalisme et romantisme en Écosse à l'aube du troisième millénaire », in M. Feith (éd.), *Nationalismes et régionalismes : survivances du romantisme ?* Nantes, Université de Nantes (CRINI), 2004, p. 77.

²² M. FEITH, « Introduction : Les Racines du cœur », *ibid.*, p. 13.

²³ S. HEFFER, *Nor Shall My Sword : The Reinvention of England* [1999], London, Phoenix, 2000, p. 14.

²⁴ L. COLLEY, *Britons : Forging the Nation 1707-1837* [1992], London, Pimlico, 2003. Cf. *Acts of Union and Disunion* (BBC Radio 4, 2014). Disponible sur <<http://www.bbc.co.uk/programmes/b03pn0vv/episodes/guide>> (Consulté le 30 août 2014).

contre tout danger – essentiellement catholique – venant du continent européen. Colley met en avant dans la construction de la nation britannique l'importance d'un territoire délimité, le rôle joué par le développement des transports aux XVIII^e et XIX^e siècles, le libre échange à l'intérieur du Royaume-Uni, une presse florissante et facilement accessible, et une urbanisation précoce en Angleterre comme en Écosse.

2. Trois grandes théories de la nation

C'est durant les années 1960 et 1970 que le débat s'intensifie autour de trois grandes théories concernant la définition de la nation et de sa naissance, entre partisans de ce qu'on appelle le « primordialisme », avec une variante connue sous le nom de « pérennialisme », et d'autre part, défenseurs de la théorie « moderniste ».

2.1. Le Primordialisme

Il existe un lien fort entre les primordialistes et les romantiques allemands pour qui la nation est préexistante au nationalisme et à la création de l'État. Pour les primordialistes, les mots clés dans toute réflexion sur la question nationale sont « race », « sang », « langue », « territoire », « émotion partagée ». Le nationalisme, c'est la défense de la patrie, il s'adresse à nos inconscients, il nous met en contact avec notre passé. Tous les primordialistes – qu'ils soient sociobiologistes ou partisans de la dimension culturelle – croient que la nation est organique et existe, de façon embryonnaire du moins, depuis l'aube des temps. Certains objets de notre vie quotidienne deviennent ainsi imprégnés de qualités primordiales et pénètrent l'inconscient. Sinon, comment expliquer la capacité de l'homme à se sacrifier et à se créer des liens de solidarité intense qui dépassent largement ceux du cercle familial ? Ainsi, on comprend bien pourquoi les primordialistes semblent s'intéresser davantage à l'identité ethnique qu'à l'identité nationale.

2.1.1. Les primordialistes sociobiologistes

Parmi les partisans de cette théorie on peut mentionner d'abord les primordialistes sociobiologistes, qui soulignent l'importance de la génétique dans la constitution de la nation : en d'autres termes, la nation est une extension de la famille.

Citons dans ce contexte Pierre van den Berghe qui défend l'existence de deux catégories de communauté humaine. La première, Type I, généralement héréditaire et endogame, inclut des groupes ethniques ou de caste, alors que la deuxième, Type II, généralement sociale et culturelle, comprend des associations tels les partis politiques, les syndicats ou les clubs sportifs. Le premier type ressemble à une identité ethnique, tandis que le second évoque une identité civique et culturelle.

Berghe met en exergue l'importance de l'ethnocentrisme et la dominance de communautés endogames dans la constitution de la nation. À l'origine, les groupes ethniques ne sont que des « superfamilles » qui respectent leurs propres frontières territoriales et sociales²⁵. Même si Berghe ne nie pas l'importance de la migration, des conquêtes et du métissage, il affirme la

²⁵ P. VAN DEN BERGHE, « Race and Ethnicity : A Sociobiological Perspective », in *Ethnic and Racial Studies*, vol. I, n°4, 1978.

prééminence de l'approche biologique (des liens de parenté) sur la dimension culturelle (des liens sociaux).

Les thèses de Berghe ont été souvent contestées par d'autres spécialistes de la question nationale. Est-ce bien sérieux, par exemple, de prétendre que tous les membres de la même nation ou de la même ethnie partagent la même généalogie ? Pour de nombreux historiens, il est impensable de dresser un parallèle entre une famille ou un clan et une nation.

2.1.2. Les primordialistes qui prônent l'importance de la dimension culturelle

D'autres primordialistes avancent des thèses moins biologiques et plus culturelles. Tout comme Pierre van den Berghe, Edward Shils²⁶ met l'accent sur l'importance des liens de parenté, mais il insiste aussi sur le rôle de la religion dans la société moderne, comme en témoignent les nombreux symboles, cérémonies et rites de passage que nous conservons. Shils opère une distinction entre les liens publics et civiques de l'État moderne et les liens primordiaux, familiaux, ethniques et religieux inhérents à la nation. Enfin, mentionnant sa dette envers Montesquieu, Shils place, à côté de l'État (mais pas totalement séparée de lui), la société civile. Il rappelle qu'au XIX^e siècle, dans la réflexion sur la société civile, la dimension nationale a souvent été oubliée du fait que la société civile était censée peu à peu remplacer la nation. Or, pour Shils, la nation fournit la cohésion nécessaire à l'épanouissement de la société civile.

Clifford Geertz²⁷, quant à lui, souligne nos attachements primordiaux à une existence sociale culturelle fondée sur les liens de parenté et d'entourage, d'une même communauté partageant la même religion, parlant une même langue, avec des mœurs et coutumes communes. Plutôt que d'évoquer le mot « primordialisme », il met l'accent sur des « sentiments primordiaux » qui s'entremêlent et s'agrègent à la notion d'appartenance à la nation.

Pour de nombreux critiques, cette approche essentialiste semble ne pas tenir compte de l'importance de la migration, de l'évolution des langues et du degré de construction sociale des cultures populaires dans la transformation de la nation depuis le XIX^e siècle, ou, pour les pays asiatiques et africains, depuis la fin de la deuxième guerre mondiale.

2.2. Le Pérennialisme

Il existe une variante de cette théorie, connue sous le nom de « pérennialisme ». Les partisans de cette théorie soutiennent que la nation est une organisation sociale et politique éternelle. Pour eux, il n'y a que très peu de différence entre l'ethnicité et l'identité nationale : les pérennialistes reconnaissent que le nationalisme est un phénomène moderniste et idéologique, mais prétendent que la nation est une version moderne de communautés ethniques de temps immémorial.

²⁶ E. SHILS, « The Virtue of Civil Society », in *Government and Opposition*, vol. XXVI, n°1, 1991, Cambridge Journals Online. Disponible sur <http://journals.cambridge.org/action/displayAbstract?fromPage=online&aid=8875302&fileId=S0017257X00009660> (Consulté le 30 août 2014).

²⁷ C. GEERTZ, *The Interpretation of Cultures*, New York, Basic Books, 1973.

Toutefois, ils ne considèrent pas la nation ou le groupe ethnique comme un phénomène naturel mais plutôt comme une construction historique et sociale. C'est ce qui les démarque des primordialistes.

2.2.1. Ethno-pérennialistes ou ethno-nationalistes ?

Walker Connor²⁸ est plutôt considéré comme un « ethno-pérennialiste ». Pour lui, le lien national est psychologique et non rationnel. Une nation est un groupe de gens qui ont le sentiment d'avoir des liens de parenté ancestraux : c'est une famille pleinement étendue. Néanmoins il ne faut pas croire que Walker Connor partage les mêmes théories que les sociobiologistes. Il sait pertinemment que les communautés nationales sont des mélanges de race et de sang. Or, ce qui compte c'est la façon dont les membres de cette communauté nationale se considèrent : la perception de la nation est plus importante que sa définition en tant que telle. La nation doit être définie de l'intérieur, par ses propres membres qui sont souvent attachés aux liens entre le présent et le passé. Le nationalisme est un phénomène de masse : il n'est point réservé à une élite.

Selon Connor, il y a trop souvent confusion entre conscience civique (liée à la réalité de l'État) et conscience ethnique (liée à l'idée qu'on se fait de la nation). Le patriotisme signifie l'amour de son pays ; le nationalisme signifie l'amour de sa nation, un sentiment non rationnel. Le patriotisme et le nationalisme ne sont pas interchangeables. La nation est donc un développement du groupe ethnique, d'où l'expression « ethno-nationalisme ».

Les théories primordialiste et pérennialiste rencontrent de nombreuses critiques de la part de l'école dominante – celle des modernistes. On accuse par exemple les sociobiologistes d'une grande confusion entre les véritables liens génétiques et les mythes entourant ces liens supposés. On met en évidence leur refus d'accepter l'importance du métissage, des vagues d'immigration, des conquêtes et des défaites militaires dans la constitution de la nation. Pour les primordialistes plus intéressés par la dimension culturelle, on pointe l'oubli de l'importance du bilinguisme, l'absence de réflexion sur l'évolution, sur la réforme de l'église catholique, sur les schismes au sein des religions du monde. Qu'en est-il des nombreuses personnes qui rejettent leur famille et leur entourage ? Qu'en est-il de la notion de mobilité sociale ?

Beaucoup de critiques montrent du doigt une confusion chez les primordialistes et chez les pérennialistes entre nation et ethnies. S'il est possible d'accepter que, jadis, des ethnies se constituaient en communautés, il est pourtant difficile de croire que ces communautés aient pu être considérées comme des nations, surtout à un moment où les moyens de transport et de communication étaient difficiles, voire inexistantes pour l'immense majorité des habitants. Et comment prouver que les citoyens de jadis se sentaient membres de la nation, adhérant à ses valeurs et à ses aspirations ?

²⁸ W. CONNOR, « A Nation is a Nation, is a State, is an Ethnic Group, is a ... », in *Ethnic and Racial Studies*, vol. I, n°4, 1978, p. 378-400.

2.3. Le Modernisme

Depuis une quarantaine d'années la théorie dominante dans toute réflexion sur la question nationale est celle des modernistes. Pour Anthony D. Smith²⁹, cette école se trouve au croisement de quatre grandes influences, dont la première est le marxisme.

2.3.1. Marxisme et Modernisme

Pour les marxistes, le nationalisme – à savoir le mouvement idéologique – est issu de la période « moderne » (c'est-à-dire de la première moitié du XIX^e siècle) et accompagne la montée du capitalisme. C'est le capitalisme qui crée le nationalisme. L'État nation est le ferment nécessaire pour que la bourgeoisie puisse développer le capitalisme de marché. Seul l'État unifié peut assurer le mouvement international de biens et de capitaux, ainsi que la distribution au sein du pays de denrées et de produits finis. La création d'États nations homogènes est la condition *sine qua non* au développement du capitalisme.

[...] on a accusé les communistes de vouloir abolir la patrie, la nationalité. Les ouvriers n'ont pas de patrie. On ne peut leur ravir ce qu'ils n'ont pas. Comme le prolétariat de chaque pays doit en premier lieu conquérir le pouvoir politique, s'ériger en classe dirigeante de la nation, devenir lui-même la nation, il est encore par là national, quoique nullement au sens bourgeois du mot. Déjà les démarcations nationales et les antagonismes entre les peuples disparaissent de plus en plus avec le développement de la bourgeoisie, la liberté du commerce, le marché mondial, l'uniformité de la production industrielle et les conditions d'existence qu'ils entraînent. Le prolétariat au pouvoir les fera disparaître plus encore. Son action commune, dans les pays civilisés tout au moins, est une des premières conditions de son émancipation. Abolissez l'exploitation de l'homme par l'homme, et vous abolirez l'exploitation d'une nation par une autre nation. Du jour où tombe l'antagonisme des classes à l'intérieur de la nation, tombe également l'hostilité des nations entre elles³⁰.

Si le libéralisme du XIX^e siècle, mené par la bourgeoisie, a, selon Marx et Engels, déjà commencé à réduire les « démarcations nationales et antagonismes entre les peuples », la prise de pouvoir par le prolétariat ne ferait qu'accélérer le processus. Mais auparavant, la première étape dans la lutte des classes est l'appropriation de la nation par le peuple. Ainsi le peuple devient la nation.

L'idéologie marxiste est reconnue pour avoir substitué l'internationalisme prolétarien au cosmopolitisme, lui-même issu du siècle des Lumières en opposition au sentiment nationaliste. C'est en ceci que le marxisme est le plus souvent considéré comme l'antinomie du nationalisme des romantiques allemands.

La « question nationale » se fait ressentir de manière plus pressante encore au cours de la deuxième moitié du XIX^e siècle avec la montée des luttes nationalistes, notamment en Europe orientale, et donne lieu à différentes approches au sein même de la mouvance marxiste, chacune tentant de concilier les mouvements nationalistes et la lutte des classes au sein des États nations. Comment libérer les peuples ? Faut-il favoriser la lutte des classes en faisant fi de l'identité nationale des uns et des autres, ou bien faut-il accepter la spécificité de chaque peuple national d'abord avant de procéder à l'étape internationaliste suivante ?

²⁹ A. D. SMITH, *Nationalism and Modernism*, London, Routledge, 1998, p. 11-16.

³⁰ Section 2, « Prolétaires et communistes », *Le Manifeste du Parti communiste*, 1848. Disponible sur <<https://www.marxists.org/francais/marx/works/1847/00/kmfe18470000b.htm>> (Consulté le 30 août 2014).

Les théoriciens marxistes de la fin du XIX^e et du début du XX^e siècles tentaient d'apporter différentes réponses à cette question épineuse. Karl Kautsky³¹, ami de Marx et secrétaire d'Engels, estime que la nation est fondée sur une langue commune. En revanche, Rosa Luxemburg³², polonaise de naissance et allemande par naturalisation, écrit à Kautsky en 1896 pour rappeler son opposition au nationalisme polonais. Plus tard elle prendra position contre le sionisme naissant.

Au début du XX^e siècle, l'austro-marxiste Otto Bauer³³ défend le principe historiciste d'autonomie nationale-culturelle. À ses yeux, chaque nation possède un caractère national spécifique ; la nation est certes une cristallisation d'événements historiques mais aussi un processus continu.

2.3.2. Freud, Weber, Durkheim et le Modernisme

Smith mentionne trois autres influences sur la théorie moderniste. En premier lieu, il souligne l'influence de la psychologie de la foule et de certains travaux de Freud sur la psychologie sociale. Dans la société moderne, l'individu est désorienté et perd ses repères traditionnels. Ainsi cherche-t-il une nouvelle identité dans la nouvelle structure sociétale, au sein de l'État nation, où le rôle du citoyen est défini par l'autorité politique.

Deuxième influence, toujours selon Smith : les travaux de Max Weber – celui-ci n'a jamais terminé son œuvre sur l'avènement de l'État nation mais il a beaucoup écrit sur l'action politique dans la formation des groupes ethniques et dans l'évolution des nations modernes européennes.

Enfin troisième influence : l'héritage des écrits de Durkheim sur l'évolution du rôle de la communauté. Pour Durkheim, dans des sociétés tribales, ce qui comptait le plus c'était les liens de sang, le territoire et le culte des ancêtres. En revanche, dans la société industrielle moderne, c'est la conscience collective et la division du travail qui rassemblent les hommes.

2.3.3. Gellner³⁴ et Hobsbawm³⁵

La définition de l'État proposée par Max Weber, en écho à Hobbes, est souvent reprise par les modernistes, dont Ernest Gellner : « Un État est une communauté humaine qui revendique (avec succès) le monopole de l'usage légitime de la force physique sur un territoire donné³⁶ ». Même si Gellner juge cette définition incomplète (il existe des États qui ne peuvent pas ou ne veulent pas mettre en application ce monopole), il l'accepte, tout en postulant qu'elle présuppose un modèle occidental ethnocentrique. L'État est donc un concept juridique et politique.

³¹ Marxiste allemand (1854-1938).

³² Théoricienne marxiste (1871-1919).

³³ O. BAUER, *Die Nationalitätenfrage und die Sozialdemokratie*, Wien, Verlag der Wiener Volksbuchhandlung Ignaz Brand, 1907.

³⁴ E. GELLNER, *Nations and Nationalism*, Oxford, Blackwell, 1983.

³⁵ E. HOBSBAWM, *Nations and Nationalism since 1780*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990.

³⁶ M. WEBER, Max [1919], « Politik als Beruf », Conférence faite à l'Université de Munich, in *Le Savant et le politique*, Paris, La Découverte, 2002.

En revanche, pour Gellner, la question nationale est beaucoup plus compliquée à définir. Le nationalisme est un principe politique qui exige que l'unité politique et l'unité nationale se recouvrent. C'est avant tout l'exigence capitaliste en Europe occidentale, et surtout le passage d'une société agraire à une société industrielle, qui va pousser à la création de la nation. L'industrialisation transforme radicalement la société, y compris dans le domaine de l'éducation et dans une nouvelle conceptualisation du système social par une nouvelle division du travail, complexe et changeante. La loyauté de l'homme moderne n'est point envers une monarchie mais plutôt envers une culture. Cette culture est l'élément vital de la société, elle est partagée par tous ses membres. De nos jours, les hommes ne peuvent vivre que dans des unités où la culture, dont dépend la légitimité politique, est partagée. Le nationalisme se réinvente des traditions et en fait de nouvelles cultures, inspirées du passé. Dans la société capitaliste, l'acquisition d'une éducation et d'une plus grande aisance linguistique permet à l'ouvrier de valoriser sa position dans ce marché mobile, de plus en plus exigeant. L'État met en place une école qui diffuse une haute culture standardisée, jadis réservée à une élite et au clergé. C'est une approche somme toute instrumentaliste. En d'autres termes la nation repose sur une volonté commune de reconnaître chez son prochain cette culture commune. Cette nation est nécessairement une invention moderne, sous la tutelle de l'État, créée par une politique de nationalisme.

Dans l'introduction française de son œuvre majeure, Eric Hobsbawm se penche sur la difficulté à établir des critères qui pourraient définir la nation. Il mentionne la définition de Staline, très connue :

La nation est une communauté humaine, stable, historiquement constituée, née sur la base d'une communauté de langue, de territoire, de vie économique et de formation psychique qui se traduit dans une communauté de culture³⁷.

Si Staline rappelle la continuité dans la vie de la nation, empruntant certains éléments aux romantiques allemands, son point de vue semble en contradiction avec celui de Lénine qui prône l'internationalisme prolétarien. Le point de départ de celui-ci est la dimension politique – si les peuples sont libérés du capitalisme, ils décideront librement de vivre dans des États multinationaux. En d'autres termes, l'État est plus important que la nation, et la libération du peuple du joug capitaliste mènera inéluctablement à la disparition de la nation.

Hobsbawm, tout comme Weber, affirme qu'il n'existe pas de caractéristiques objectives communes à tous les membres de la même nation. Proposer une définition objective de la nation est donc une gageure vouée à l'échec :

Ces définitions objectives ont échoué pour cette raison évidente : puisque à toute époque quelques spécimens seulement de la vaste classe d'entités auxquelles s'appliquent de telles définitions peuvent être considérés effectivement comme des « nations », il est toujours possible de trouver des exceptions : soit les cas qui correspondent à la définition ne sont à l'évidence pas (ou pas encore) des « nations », ou ne ressentent pas d'aspirations nationales, soit des « nations » incontestées ne correspondent pas au critère ou à l'ensemble des critères³⁸.

³⁷ E. HOBBSAWM, *Nations et nationalisme depuis 1780* (trad. de l'anglais), Paris, Gallimard, 1992, p. 15. Cf. G. HAUPT *et al.*, *Les Marxistes et la question nationale*, Paris, Maspero, 1974.

³⁸ *Ibid.*

Reste la possibilité de proposer une définition subjective de la nation, soit collective, à la façon de Renan, soit individuelle, à la façon des austro-marxistes, dont Otto Bauer. Toutefois, les dangers inhérents à une telle approche sont évidents pour Hobsbawm :

Ces deux voies sont d'évidentes tentatives d'échapper aux contraintes de l'objectivisme *a priori*, mais elles s'y prennent différemment en adaptant la définition de la « nation » à des territoires où coexistent des personnes différant par la langue ou par d'autres critères « objectifs », comme c'était le cas en France et dans l'empire des Habsbourg. Toutes deux sont vulnérables à l'objection que définir une nation par la conscience qu'ont ses membres d'y appartenir est tautologique et ne fournit qu'un guide *a posteriori* à qui cherche ce qu'est une nation. De plus, elles peuvent amener les imprudents aux extrêmes du volontarisme, à cette conclusion que pour créer ou recréer une nation, il n'est besoin que de le vouloir : s'il se trouve assez d'habitants de l'île de Wight qui veulent appartenir à une nation wightienne, il y en aura une³⁹.

Puisque toute définition de la nation, qu'elle soit objective ou subjective, est impossible Hobsbawm propose d'aborder la question nationale par le biais du nationalisme (« à titre prospectif ») plutôt que par le biais de la nation (définition forcément « *a posteriori* »). La nation n'est pas une entité sociale fondamentale ni immuable. C'est le nationalisme qui fait la nation.

Hobsbawm met l'accent sur le fait que la nation est composée d'une série de traditions inventées, dont les symboles nationaux et les mythes : la nation est donc construite. Toutefois, si pour Gellner c'est une haute culture, imposée par le haut qui permet ce formatage de la nation, Hobsbawm met l'accent sur l'opinion publique et sur le degré d'identification nationale ressenti par les citoyens dans l'élaboration du dessein national.

2.3.4. Une communauté politique imaginaire et imaginée

Benedict Anderson définit la nation comme « une communauté politique imaginaire, et imaginée comme intrinsèquement limitée et souveraine⁴⁰ ». D'abord, l'accent est mis sur la nature politique de la nation. Ainsi État et nation se confondent-ils. Il s'agit d'une « communauté », d'une camaraderie profonde et en même temps horizontale. Ensuite, elle est « imaginaire » – « imaginée » car aucun citoyen ne connaîtra jamais la plupart de ses concitoyens. Ce concept nous amène à appréhender la nation comme une construction inventée. Les limites de la nation sont ses frontières. Enfin, la nation est « souveraine » car les nations sont modernes, nées à une époque où le siècle des Lumières et les Révolutions américaine et française ont montré le chemin vers l'État souverain du peuple libre. Nécessairement modernes, car dans la société pré-moderne l'écriture et la langue étaient revêtues d'un aspect sacré. Le pouvoir était exercé par la religion et par une monarchie puissante hors du temps.

Anderson s'interroge sur la notion de sacrifice pour la nation :

En définitive, c'est cette fraternité qui, depuis deux siècles, a fait que tant de millions de gens ont été disposés, non pas tant à tuer, mais à mourir pour des produits aussi limités de l'imagination. Ces morts nous mettent brutalement face au problème central que pose le nationalisme : d'où vient

³⁹ *Ibid.*, p. 17.

⁴⁰ B. ANDERSON, *Imagined Communities : Reflections on the Origins and Spread of Nationalism*, London, Verso, 1983. ID., *L'imaginaire national : réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme* (trad. de l'anglais), Paris, La Découverte, 1996, p. 19.

que l'imaginaire étriqué de l'histoire récente (guère plus de deux siècles) engendre des sacrifices aussi colossaux ? A mon sens, on trouvera un commencement de réponse dans les racines culturelles du nationalisme⁴¹.

La nation est caractérisée par des symboles de commémoration, notamment des monuments aux morts, qui assurent une continuité imaginée entre générations. L'importance donnée par Anderson à la mémoire rappelle la réflexion coordonnée par Pierre Nora sur l'histoire de France par la mémoire : « Les lieux de mémoire me paraissaient trancher par leur existence même et leur poids d'évidence, les ambiguïtés que comportent à la fois la mémoire, la nation et les rapports complexes qu'elles entretiennent⁴² ».

Anderson raconte l'évolution de l'humanité, à partir des grandes religions, et leurs langues sacrées, source de pouvoir terrestre et céleste, elles-mêmes suivies de l'ère des monarchies dynastiques autoritaires et guerrières, puis la mise en place d'un système temporel uniforme et rationnel, de la propagation lente mais progressive des langues vernaculaires comme instruments de centralisation administrative, et de l'invention de l'imprimerie, liée au capitalisme. Cette série de paramètres constitue autant de conditions qui favorisent les origines de la conscience nationale.

Si Gellner et Hobsbawm restent focalisés sur l'instrumentalisation du peuple par les élites et les institutions modernes, Anderson explique comment s'élabore un imaginaire national, voire une représentation collective et souveraine. Le problème que pose cette notion de représentation imaginaire réside dans son indétermination – n'importe quelle communauté qui remplit ces conditions pourrait être qualifiée ou se qualifier de nation. Par ailleurs, il existe de nombreuses nations en Asie, en Afrique et même en Europe où le taux d'alphabétisation est trop bas pour que la diffusion de journaux et de livres soit un élément clef dans l'avènement de la nation.

Toutefois, il est exact que tous les citoyens ne peuvent pas se rencontrer – d'où la difficulté de parler de conscience collective sans évoquer les moyens de diffusion de cette conscience. D'autre part, le développement des moyens de communication – livres, journaux, radio, télévision – contribue effectivement au développement d'un sentiment d'appartenance permettant aux citoyens d'un même territoire et d'un même État de se sentir davantage attachés à leur communauté.

La nation est moderne, c'est-à-dire récente, car depuis la Révolution française l'État crée les conditions nécessaires au développement du nationalisme. Le nationalisme fabrique les conditions nécessaires à la création de la nation ; la nation est donc le produit de la modernité, du monde matérialiste, une construction sociale et culturelle, une invention du nationalisme.

⁴¹ *Ibid.*, p. 21.

⁴² P. NORA (éd.), *Les Lieux de mémoire, t. 1, La République*, Paris, Gallimard, 1984, p. 15.

3. Vers une synthèse ?

Anthony D. Smith dresse une liste simplifiée d'oppositions entre les différentes théories de la nation⁴³. D'après lui, les primordialistes et les pérennialistes conçoivent la nation en termes de communauté culturelle, immémoriale, enracinée, organique, homogène, populaire, ancestrale, tandis que les modernistes avancent que la nation est une communauté politique moderne, construite, mécanique, hétérogène, créée par une élite, basée sur la communication.

Smith a fait ses études sous la direction de Gellner et il accepte un certain nombre des arguments avancés par les modernistes – pour lui, le nationalisme et la nation sont bien réels. Le nationalisme n'existait pas avant l'ère moderne, et la nation est également un phénomène moderne⁴⁴. Pourtant, Smith pense que la théorie moderniste est incomplète : il propose donc une approche qui met l'accent sur les aspects culturels de la nation.

3.1. Le nationalisme

Smith définit le nationalisme ainsi : « [...] an ideological movement for the attainment and maintenance of autonomy, unity and identity of a human population, some of whose members conceive it to constitute an actual or potential 'nation'⁴⁵ ». Tout en acceptant que ce mouvement idéologique soit moderne, Smith soutient qu'il puise aussi dans des traditions, héritages, liens, mémoires (ce que Hobsbawn réfute). C'est le cœur de son approche ethno-symboliste (il n'aime pas parler de « théorie »).

En outre, le nationalisme peut surgir dans des sociétés très diverses. Il cite le Québec (riche) et l'Érythrée (pauvre), comme exemples extrêmes. Si certains modernistes (Tom Nairn par exemple) lient nationalisme et capitalisme industriel, comment expliquer la naissance du nationalisme dans des sociétés agraires ou pré-industrielles ?

Enfin, si les nationalistes encouragent le peuple à se mobiliser en faveur de la nation, comment expliquer pourquoi dans certains cas le peuple se soulève et dans d'autres cas, ne le fait pas ? Qu'est-ce qui pousse vraiment le peuple à se constituer en nation ? Smith pense que le nationalisme inclut souvent un élément de « mobilisation vernaculaire des masses ».

Smith insiste aussi sur deux formes de nationalisme : le nationalisme « ethnique » et le nationalisme « civique ». Le second, modèle « occidental » inspiré de la Révolution française et si cher aux modernistes, considère la nation comme une association de citoyens⁴⁶. Il s'agit d'un nationalisme reposant sur l'ordre et le contrôle, mais il ne propose rien aux « minorités ethniques submergées » incorporées aux anciennes colonies, par exemple, qui seraient donc tentées par le nationalisme ethnique dans le but de reconstruire leur nation en tant que communauté ethnique. De nos jours, l'affrontement de ces deux formes de nationalisme est à

⁴³ A. D. SMITH, *Nationalism and Modernism*, op. cit., p. 23.

⁴⁴ Les Débats de Warwick : débats organisés par l'Université de Warwick sur la question nationale avec comme invités Gellner et Smith. Disponible sur <<http://gellnerpage.tripod.com/Warwick.html>> (Consulté le 30 août 2014).

⁴⁵ *Ibid.* : « [...] un mouvement idéologique formé pour l'obtention et le maintien de l'autonomie, l'unité et l'identité d'une population humaine reconnue par certains, comme une 'nation' existante ou potentielle ».

⁴⁶ *Ibid.*

l'origine de nombreux conflits – au Moyen-Orient, en Inde, en Flandre..., là où des communautés ethniques aspirantes cherchent à retrouver leur héritage, langue et culture⁴⁷.

Pour Smith, l'argument moderniste n'explique pas tout : comment expliquer pourquoi tant de gens meurent pour la nation si le nationalisme est seulement un instrument utilisé par l'élite du pays ?

Il ne faut pas imaginer que les origines pré-modernes de la nation perçues par le peuple correspondent à la réalité des faits historiques. Le nationalisme peut être manipulé et instrumentalisé, mais s'il n'est pas ancré dans certains mythes ancestraux et religieux, il ne peut pas avoir prise sur la communauté. Le nationalisme se construit sur les mythes pré-modernes.

3.2. Qu'est-ce que la nation ?

Pour Smith, il ne faut pas confondre État et nation. Le premier terme concerne les institutions publiques : il s'agit d'un concept juridique et politique. L'État se dote d'institutions publiques, indépendantes d'autres institutions sociales, et exerce un monopole de coercition.

L'État n'est pas une communauté. En revanche, la nation signifie un lien culturel et politique d'une communauté qui partage un même territoire et une culture historique. Walker Connor, dans les années 1970, prétendait que 10% seulement des États sont des États nations – la plupart des États sont composés de plusieurs nations.

Smith estime aussi qu'il existe différents modèles nationaux, et qu'il est donc extrêmement difficile de proposer une seule définition qui corresponde à tous ces modèles. Cependant derrière cette multiplicité de modèles, certains éléments constants ressortent :

*A nation can therefore be defined as a named human population sharing an historic territory, common myths and historical memories, a mass, public culture, a common economy and common legal rights and duties for all members*⁴⁸.

La nation mêle deux types de dimensions, civique et ethnique, à des degrés différents selon la nation concernée. C'est donc l'interaction entre ces deux dimensions qui permet à l'identité nationale de persister dans la société politique moderne. La nation définit un espace social dans lequel vit la population, un territoire historique qui fixe la communauté dans le temps et l'espace. La nation remplit un rôle de socialisation de l'individu en tant que citoyen, souvent par l'utilisation de mythes et symboles qui rappellent les liens en commun des membres de la communauté. La nation crée des centres sacrés, objets de pèlerinage spirituel et historique, qui révèlent le caractère unique de la « géographie morale de la nation ».

Il existe également une dimension économique et politique dans le rôle de la nation – dans la division du travail, la mobilité des biens et des personnes, la gouvernance du pays, le respect des droits et obligations.

⁴⁷ *Ibid.*

⁴⁸ A. D. SMITH, *National Identity*, Harmondsworth, Penguin, 1991, p. 14 : « Ainsi peut-on définir une nation : une population humaine nommée partageant un territoire historique, des mythes et des souvenirs historiques communs, une culture de masse, une économie commune et des droits et devoirs qui s'appliquent à tous ses membres. »

Enfin la nation définit l'individu dans le monde dans un contexte collectif et culturel.

3.3. Nation ou Ethnie ?

Smith met au point une méthodologie d'analyse qui implique une relation forte entre les ethnies et les nations, en avançant que celles-ci sont modelées et souvent développées à partir de communautés ethniques pré-modernes. Selon lui, une communauté ethnique ressemble beaucoup à sa définition de la nation : il mentionne l'importance d'un nom et un territoire spécifiques, l'existence d'un mythe d'ancêtres communs et d'une mémoire collective historique, et un sentiment de solidarité⁴⁹.

Smith voit donc dans l'ethnie la source de la nation. Et dans la genèse de celle-ci, les mythes associés à l'ethnie sont souvent utilisés, voire manipulés, pour persuader le peuple qu'il en fait partie. D'ailleurs, pour beaucoup de sociétés pré-modernes, la différence entre histoire et mythe est floue.

Parmi les mythes, Smith mentionne d'une part le mythe d'une origine commune et unique spatiale et temporelle, car il marque le point de départ de l'histoire du groupe et donc sa spécificité⁵⁰, d'autre part, celui de mémoires partagées⁵¹, comme le Serment de Grütli au début du XIV^e siècle ou la conversion de Vladimir de Kiev à la fin du X^e siècle, les défaites et les victoires, les héros et les saints. Les ethnies sont fondées sur la mémoire « sociale », transmise de génération en génération, donnant l'impression que le peuple partage un destin commun et continu.

Les modernistes contestent cette vision ethno-symboliste en expliquant dans quelle mesure la modernité provoque un changement inédit dans l'histoire humaine qui lie l'identité d'un groupe de personnes à l'aide d'institutions unificatrices ou fédératrices sur les plans politique, linguistique, et géographique et ce, indépendamment de la culture ou de l'ethnie du groupe.

D'autres spécialistes de la question, qui ne se considèrent pas comme faisant partie du courant moderniste, se livrent à une critique de l'approche ethno-symboliste. Montserrat Guibernau⁵², par exemple, prétend que Smith, tout en critiquant les modernistes pour avoir confondu État et nation, en fait autant lorsqu'il parle des droits et obligations du citoyen envers la nation. Il serait plus judicieux de parler de droits envers l'État. Et il en est de même pour ce qui concerne les aspects politiques de la nation qu'évoque Smith, en particulier la gouvernance. Qu'en est-il des nations sans États ? Guibernau émet des réserves aussi sur sa définition de la nation et la distinction entre des nations « ethniques » et des nations « territoriales ». On devrait reconnaître la capacité des gens d'un attachement émotionnel et d'une identification aux choses qui leur sont extérieures, en tant qu'élément omniprésent. Les liens de parenté représentent la première étape dans un processus vers une plus large et plus complexe définition de l'identification et de la loyauté, incorporant la création de marchés, l'intensification du commerce, les guerres et l'extension progressive du rôle de l'État⁵³.

⁴⁹ ID., *The Ethnic Origins of Nations*, Oxford, Blackwell, 1986, p. 32.

⁵⁰ ID., *The Ethnic Revival in the Modern World*, Cambridge, Cambridge University Press, 1981, p. 66.

⁵¹ ID., *National Identity*, cit., p. 22-23.

⁵² Disponible sur <<http://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/j.1354-5078.2004.00159.x/abstract>> (Consulté le 30 août 2014).

⁵³ M. GUIBERNEAU, *Nationalisms : The Nation-State and Nationalism in the Twentieth Century*, Cambridge, Polity Press, 1996, p. 50-51.

D'autres critiques ont été formulées à l'encontre des thèses de Smith. On estime par exemple qu'il minimise les différences entre les nations modernes et les communautés ethniques. Par ailleurs, on soutient qu'il est impossible de vérifier empiriquement si la conscience communautaire se trouve incorporée au sein de l'ensemble des couches sociales ou au contraire si elle n'est qu'une vision élaborée après coup à des fins de justifications politiques ou spirituelles par l'élite intellectuelle et religieuse. En d'autres termes, comment prouver qu'avant l'ère moderne, les populations partageaient un sentiment d'appartenance et de solidarité ? Et que veut dire Smith lorsqu'il mentionne l'importance d'« une économie commune » dans sa définition de la nation ? Qu'en est-il des nations qui ne sont pas des États nations, comme la Catalogne ou l'Écosse ?

John Breuilly⁵⁴ reproche à Smith d'oublier l'impact des institutions politiques et le développement de la culture de masse dans la construction de la nation. Sans ces institutions, les identités communautaires restent confinées à des groupes restreints, comme c'est le cas pour les identités ethniques plutôt de nature locale et apolitique.

En résumé, les modernistes ont beaucoup de difficulté à percevoir les similitudes entre les ethnies et nations modernes, et insistent plutôt sur les grandes différences institutionnelles. Les ethno-symbolistes comme Smith observent que les ethnies constituent le début d'un long processus historique qui trouve son aboutissement dans la nation moderne. Sans ces origines ethniques, la nation moderne n'offre pas les incitations qui permettent à la population de s'identifier aux institutions modernes. Pour les modernistes, les nations sont des inventions modernes, dont les bases ethniques sont souvent créées de toute pièce, manipulées et choisies parmi un éventail de symboles, de mythes et de traditions.

Conclusion

Depuis une vingtaine d'années le débat identitaire s'est intensifié. Des analyses post-modernes du nationalisme s'intéressent à la fragmentation voire l'hybridation des identités nationales modernes dans le contexte de l'ère post-coloniale, de la mondialisation, du féminisme et de la recomposition de groupes de nations dans différentes organisations formelles et semi-formelles.

Un autre champ d'études concerne la question nationale dans la vie quotidienne. Sur ce point, nous rejoignons l'approche de Michael Billig⁵⁵, pour qui les symboles de l'identité nationale et du nationalisme sont parfois sous-jacents et latents. Est-ce que nous prenons en compte tout ce qui nous entoure pour renforcer le message nationaliste, à savoir monnaie, timbres, drapeaux, fêtes nationales, cérémonies de naturalisation certes, mais également la météo à la télévision et la représentation métaphorique du territoire national, entouré d'autres territoires nationaux, face aux vents dominants ?

Dans le contexte européen, actuellement, la question est posée quant à la possibilité de faire cohabiter une identité nationale et une éventuelle identité européenne. Donnant comme exemple le cas de l'Europe, Smith explique que les tentatives de créer une identité culturelle européenne en transcendant les nations et le nationalisme sont vouées à l'échec devant la

⁵⁴ J. BREUILLY, *Nationalism and the State*, Manchester, Manchester University Press, 1993.

⁵⁵ M. BILLIG, *Banal Nationalism*, London, Sage, 1995.

longévité historique et la puissance des communautés ethniques. D'autres considèrent qu'il est néanmoins possible d'accepter de multiples identités – nationales et transnationales – qui ne soient pas incompatibles dans une Europe sujette à une mobilité intra-européenne accrue.

Pour Gerard Delanty⁵⁶, la crise de l'identité nationale en Europe occidentale est liée à la montée d'une nouvelle forme de nationalisme qui opère à différents niveaux, allant d'une xénophobie extrême à un nationalisme culturel. Cette nouvelle forme de nationalisme est moins marquée par des notions de supériorité culturelle ou raciale que par le coût qu'une politique de multiculturalisme peut générer pour les systèmes de sécurité sociale et les dépenses de santé pour les populations indigènes. D'où l'importance d'une réflexion sur l'impact de la migration sur l'État providence dans un monde où il s'agit moins de protection universelle et nationale, que de considérations purement financières, la question essentielle étant de savoir combien ça coûte et à qui ?

Le CRINI a commencé à se pencher sur la question identitaire au début des années quatre-vingt-dix, et a organisé son premier colloque sur l'interculturalité européenne en 1992⁵⁷, à une époque où peu de laboratoires scientifiques universitaires français travaillaient sur ces thématiques. Depuis une dizaine d'années le sujet redevient d'actualité brûlante.

Sa complexité montre bien que non seulement les fondamentaux théoriques autour de la nation sont loin de faire l'unanimité, mais aussi que ses ramifications dans différents domaines (migration, citoyenneté, culture, littérature, cinéma, entre autres) permettent des approches croisées et complémentaires au sein de notre équipe et en partenariat avec les chercheurs d'autres universités européennes.

Bibliographie

ANDERSON, Benedict, *L'imaginaire national : réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme* (trad. de l'anglais), Paris, La Découverte, 1996.

—, *Imagined Communities : Reflections on the Origins and Spread of Nationalism*, London, Verso, 1983.

ARLEO, Andy *et al.*, *Myths and Symbols of the Nation*, Nantes, Université de Nantes (CRINI), 2006.

ARMSTRONG, John, *Nations before Nationalism*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1982.

BALIBAR, Etienne, *Europe, constitution, frontière*, Paris, Passant, 2005.

— et WALLERSTEIN, Immanuel, *Race, nation, classe*, Paris, La Découverte, 1988.

BARDON, John, *A History of Ulster*, Belfast, Blackstaff Press, 1992.

BARTH, Fredrik, *Ethnic Groups and Boundaries. The Social Organization of Culture Difference*, Bergen, Universitetsforlaget, 1969.

BARTH, Fredrik, *et al.*, *One Discipline, Four Ways : British, German, French and American Anthropology*, Chicago, University of Chicago Press, 2005.

BEINER, Ronald (éd.), *Theorizing Nationalism*, New York, State University of New York Press, 1999.

BHABHA, Homi (éd.), *Nation and Narration*, London, Routledge, 1990.

⁵⁶ G. DELANTY, *Inventing Europe : Idea, Identity, Reality*, London, Macmillan, 1995.

⁵⁷ J. BOURLIGUEUX *et al.* (éds.), *Le Fait Culturel Régional*, Nantes, Université de Nantes (CRINI), 1992.

- BILLIG, Michael, *Banal Nationalism*, London, Sage, 1995.
- BOGDANOR, Vernon [1999], *Devolution in the United Kingdom*, Oxford, Oxford University Press, 2001.
- BOGDANOR, Vernon, *The New British Constitution*, Oxford, Hart Publishing, 2009.
- BOSWELL, David et EVANS, Jessica, *Representing the Nation : a Reader*, London, Routledge, 1999.
- BOYCE, George D. [1982], *Nationalism in Ireland*, London, Routledge, 1995.
- BRASS, Paul R., *Ethnicity and Nationalism*, London, Sage, 1991.
- BREUILLY, John, *Nationalism and the State*, Manchester, Manchester University Press, 1993.
- CABANEL, Patrick, *La Question nationale au XIX^e siècle*, Paris, La Découverte, 1997.
- COLLEY, Linda [1992], *Britons : Forging the Nation 1707-1837*, London, Pimlico, 2003.
- COLLS, Robert, *Identity of England*, Oxford, Oxford University Press, 2002.
- CONNOR, Walker, « A Nation is a Nation, is a State, is an Ethnic Group, is a ... », in *Ethnic and Racial Studies*, vol. I, n°4, 1978, p. 378-400.
- , *Ethno-nationalism : The Quest for Understanding*, Princeton, Princeton University Press, 1993.
- CRICK, Sir Bernard (éd.), *National Identities : The Constitution of the United Kingdom*, Oxford, Blackwell, 1991.
- DAVIES, John, *A History of Wales*, Harmondsworth, Penguin, 1993.
- DELANTY, Gerard, *Inventing Europe : Idea, Identity, Reality*, London, Macmillan, 1995.
- DEVINE, Sir Tom M. [1999], *The Scottish Nation : 1700-2000*, London, Penguin, 2000.
- DEVINE, Sir Tom M., *The Scotland Trilogy*, London, Penguin, 2012.
- DIECKHOFF, Alain, *La Nation dans tous ses états, identités nationales en mouvement*, Paris, Flammarion, 2000.
- DURKHEIM, Émile [1893], *De la division du travail social*, Paris, PUF, 2007.
- EDENSOR, Tim, *National Identity, Popular Culture and Everyday Life*, Oxford, Berg, 2002.
- EVANS, Gwynfor, *Fighting for Wales*, Talybont, Y Lolfa Cyf, 1991.
- FEITH, Michel (éd.), *Nationalismes et régionalismes : survivances du romantisme ?* Nantes, Université de Nantes (CRINI), 2004.
- FICHTE, Johann Gottlieb [1807-1808], *Discours à la nation allemande*, Paris, La Salamandre, 1992.
- GELLNER, Ernest, *Encounters with Nationalism*, Oxford, Blackwell, 1994.
- , *Nations and Nationalism*, Oxford, Blackwell, 1983.
- GEERTZ, Clifford, *The Interpretation of Cultures*, New York, Basic Books, 1973.
- (éd.), *Old Societies and New States*, New York, Free Press, 1963.
- GIDDENS, Anthony, *Modernity and Self-Identity*, Cambridge, Polity Press, 1991.
- , *The Consequences of Modernity*, Cambridge, Polity Press, 1990.
- , *The Nation-State and Violence*, Cambridge, Polity Press, 1985.
- GILBERT, Paul, *The Philosophy of Nationalism*, Boulder, Westview Press, 1998.
- GIRARDET, Raoul, *Nationalismes et nation*, Paris, Éditions Complexe, 1996.
- GREENFELD, Liah, *Nationalism : Five Roads to Modernity*, Cambridge Mass., Harvard University Press, 1992.
- GUIBERNEAU, Monteserrat, *The Identity of Nations*, Cambridge, Polity Press, 2007.
- , *Catalan Nationalism : Francoism, Transition and Democracy*, London, Routledge, 2004.
- , *Nations Without States*, Cambridge, Polity Press, 1999.
- , *Nationalisms : The Nation-State and Nationalism in the Twentieth Century*, Cambridge, Polity Press, 1996.

- HASTINGS, Adrian, *The Construction of Nationhood*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999.
- HAUPT, Georges, LOWY, Michel et WEILL, Claudie, *Les Marxistes et la question nationale 1848-1914*, Paris, Maspero, 1974.
- HEFFER, Simon [1999], *Nor Shall My Sword : The Reinvention of England*, London, Phoenix, 2000.
- HEGEL, George Wilhelm [1820], *Principes de la philosophie du droit*, Paris, PUF, 2013.
- HERMET, Guy, *Histoire des nations et du nationalisme en Europe*, Paris, Seuil, 1996.
- HEWITT, Rachel, *Map of a Nation*, London, Granta, 2010.
- HOBSBAWM, Eric, *Nations et nationalisme depuis 1780* (trad. de l'anglais), Paris, Gallimard, 1992.
- , *Nations and Nationalism since 1780*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990.
- et RANGER, Terence (éds), *The Invention of Tradition*, Cambridge, Cambridge University Press, 1983.
- HOROWITZ, Donald, *Ethnic Groups in Conflict*, Berkeley and Los Angeles, University of California Press, 1985.
- HUTCHINSON, John et SMITH, Anthony D., *Ethnicity*, Oxford, Oxford University Press, 1996.
- , *Nationalism*, Oxford, Oxford University Press, 1994.
- KANT, Emmanuel [1781], *Critique de la raison pure*, Paris, PUF, 2012.
- KEDOURIE, Elie (éd.), *Nationalism in Asia and Africa*, London, Weidenfeld & Nicolson, 1971.
- , *Nationalism*, London, Hutchinson, 1960.
- KYMLICKA, Will, *Multicultural Citizenship*, Oxford, Clarendon Press, 1995.
- LEES, Paul, et al. (éds.), *Migrations et mobilités en Europe : Politiques publiques et perspectives d'intégration (1992-2012)*, Berne, Peter Lang, 2014.
- NAIRN, Tom [2000], *After Britain*, London, Granta, 2001.
- , *The Break-up of Britain : Crisis and Neo-Nationalism*, London, New Left Books, 1977.
- NOIRIEL, Gérard, *État, nation et immigration*, Paris, Folio Histoire, 2001.
- NORA, Pierre (éd.), *Les Lieux de mémoire, t. 3, Les France*, Paris, Gallimard, 1992.
- , *Les Lieux de mémoire, t. 2, La Nation*, Paris, Gallimard, 1986.
- , *Les Lieux de mémoire, t. 1, La République*, Paris, Gallimard, 1984.
- PAXMAN, Jeremy [1998], *The English : Portrait of a People*, London, Penguin, 1999.
- RENAN Ernest [1882], *Qu'est-ce qu'une nation ?* Paris, Presses Pocket, 1992.
- REYNOLDS, Susan, *Kingdoms and Communities in Western Europe, 900-1300*, Oxford, Clarendon Press, 1984.
- REX, John et MASON, David (éds.), *Theories of Race and Ethnic Relations*, Cambridge, Cambridge University Press, 1986.
- REX, John, *Ethnic Minorities in the Modern Nation State*, London, Macmillan, 1996.
- RICŒUR, Paul, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Paris, Seuil, 2000.
- [1955], *Histoire et vérité*, Paris, Seuil, 1967.
- ROBB, Graham, *The Discovery of France*, London, Picador, 2007.
- ROGER, Antoine, *Les grandes théories du nationalisme*, Paris, Éditions Dalloz, 2001.
- ROSE, Richard, *Understanding the United Kingdom*, London, Longman, 1982.
- SCHNAPPER, Dominique, *Qu'est-ce que la citoyenneté ?* Paris, Gallimard, 2000.
- , *La France de l'intégration, sociologie de la nation en 1990*, Paris, Gallimard, 1991.
- SCRUTON, Roger [2000], *England, an Elegy*, London, Pimlico, 2001.
- SETON-WATSON, Hugh, *Nations and States : an Enquiry into the Origins of Nations and the Politics of Nationalism*, London, Methuen, 1977.

- SHILS, Edward, *The Constitution of Society*, Chicago, University of Chicago Press, 1982.
- SMITH, Anthony D., *Nationalism and Modernism*, London, Routledge, 1998.
- , *Nations and Nationalism in a Global Era*, Cambridge, Polity Press, 1995.
- , *National Identity*, Harmondsworth, Penguin, 1991.
- , *The Ethnic Origins of Nations*, Oxford, Blackwell, 1986.
- , *The Ethnic Revival in the Modern World*, Cambridge, Cambridge University Press, 1981.
- SOLLORS, Werner (éd.), *The Invention of Ethnicity*, Oxford, Oxford University Press, 1989.
- THIESSE, Anne-Marie, *La Création des identités nationales*, Paris, Seuil, 1999.
- TILLY, Charles (éd.), *The Formation of National States in Western Europe*, Princeton, Princeton University Press, 1975.
- TODOROV, Tzvetan, *Nous et les autres*, Paris, Seuil, 1989.
- VAN DEN BERGHE, Pierre, *The Ethnic Phenomenon*, New York, Elsevier, 1979.
- WOOD, Michael [1999], *In Search of England : Journeys into the English Past*, London, Penguin, 2000.

Notice biographique

Paul Lees a fait ses études supérieures à l'Université d'Oxford (Oriel College), à Nottingham et à Nantes. Il enseigne au Département d'Études Anglaises à l'Université de Nantes depuis 1975. Il est membre fondateur du CRINI, ancien Directeur du Département LEA, ancien Directeur du Département d'Études Anglaises et ancien Doyen de la Faculté des Langues et des Cultures Étrangères. Il est spécialiste de l'histoire politique britannique, et notamment, des questions identitaires. Il a publié de nombreux articles sur la citoyenneté et la migration au Royaume-Uni. De 2008 à 2014, il a été coordonnateur de l'axe « Citoyenneté et Identités » du programme de recherche régional DCIE (Dynamiques Citoyennes en Europe).